

COOPERATION SENEGALO-ALLEMANDE

**PROJET AUTOPROMOTION ET GESTION DES RESSOURCES
NATURELLES AU SINE SALOUM**

- PAGERNA -

**PROJET D'AMENAGEMENT DE LA DIGUE
DE RETENUE DES EAUX DE LA VALLEE
DE KOUTANGO, PADREK**

**ETUDE SUR LA SENSIBILISATION, L'ANIMATION ET L'ORGANISATION DES
PRODUCTEURS A LA BASE**

(Rapport Final)

Chimère Guèye
Consultant en Economie Sociale
& en Economie du Développement

oooOO SOMMAIRE Ooooo

INTRODUCTION ET APPROCHE METHODOLOGIQUE

I - CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DOMINANTES DE LA COMMUNAUTE RURALE DE WACK NGOUNA

- 1-1 - Le Milieu Physique
 - 1-1-1 - Ressources Hydrauliques
 - 1-1-2 - Ressources Pédologiques
- 1-2 - Aspects Démographiques et Ressources Humaines
 - 1-2-1 - Structures de la population et composition ethnique
 - 1-2-2 - Phénomènes migratoires et Spécialisations traditionnelles
- 1-3 - Analyse de l'état des infrastructures de base et des utilités

II - ORGANISATION DES POPULATIONS ET DIFFICULTES DE VALORISATION

- 2-1 - Niveau d'Organisation et de Structuration des Producteurs
- 2-2 - Les Activités Economiques Dominantes
 - 2-2-1 - La variable spatiale : localisation et spécialisation
 - 2-2-1-1 - Maraîchage et arboriculture fruitière
 - 2-2-1-2 - Pêche et pisciculture
 - 2-2-2 - L'importance des Petits Métiers de l'Artisanat rural
- 2-3 - Etat des infrastructures de développement et difficultés de valorisation

III - MESURES PRECONISEES

IV - RECOMMANDATIONS

- 4-1 - Recommandations générales
- 4-2 - Recommandations spécifiques
- 4-3 - Recommandations particulières

V - ANNEXES

INTRODUCTION ET APPROCHE METHODOLOGIQUE

De l'ensemble des études menées sur les possibilités de redéploiement de l'économie sénégalaise, il ressort un constat unanime sur le rôle capital que doit jouer le secteur primaire en général, l'agriculture, la pêche et l'élevage en particulier dans le développement économique et social.

Avec l'importance de ses ressources naturelles et ses énormes potentialités humaines, la région de Kaolack (ancien bassin arachidier) peut jouer un rôle moteur. La Communauté rurale de Wack Ngouna, poumon agricole de la région, doit occuper une place de tout premier choix dans cet effort de développement.

A cette fin, le Gouvernement du Sénégal a entrepris, avec l'appui de la Coopération technique allemande, un vaste programme de mise en valeur des inestimables ressources de la localité. Notamment, en favorisant la maîtrise de l'eau : facteur premier de développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

C'est dans ce contexte qu'il convient de placer sa politique de revitalisation des vallées fossiles en général, et le Projet d'Aménagement d'une Digue de Retenue des Eaux de la Vallée de Koutango, le PADREK.

Les exigences liées à l'implication optimale des populations, gage de succès du PADREK, ainsi que celles nécessaires à une utilisation performante de l'ouvrage, ont amené le Projet Autopromotion et Gestion des Ressources Naturelles au Sine - Saloum, PAGERNA, à nous confier la mission de Sensibilisation, d'Animation et d'Organisation des futurs bénéficiaires portant entre sur :

- * une bonne identification des besoins en appui institutionnel et organisationnel des producteurs à la base ;
- * la caractérisation des potentialités et opportunités économiques offertes aux populations riveraines de la Vallée de Koutango;
- * une animation - sensibilisation subséquente des différents groupes - cibles catégoriels : femmes, jeunes, etc. ;
- * la prise en compte des intérêts sectoriels des producteurs : agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, etc. ;
- * l'identification des problèmes fonciers liés à la mise en valeur de la Vallée de Koutango ;
- * l'identification de mesures devant accompagner la réalisation du PADREK ;
- * la formulation de recommandations concrètes pour une gestion optimale des potentialités de la Vallée aménagée.

C'est ainsi qu'en collaboration étroite avec Madame SAR et Monsieur FATY, respectivement Sociologue chargée des Organisations à la base au PAGERNA et Président de la Fédération des G.I.E. de Koutango, nous avons démarré le 12 Septembre 1995 notre mission par un repérage territorial du site et une prise de contacts avec les principaux responsables des 42 G.I.E. de la localité.

Cette mission de pré-enquête nous a donné l'opportunité de rencontrer des représentants des Organisations Paysannes (OP) des villages de Keur Mame Tapha, de Koutango, de Ngomène, de Keur Mamadou Néné, de Keur Seydou Hanne, de Saboya, de Keur Sarokhy, de Féto. Ces rencontres préliminaires nous aurons permis de quantifier les énormes potentialités de la localité en matière agro-pastorale et en pisciculture, ...

Aussi, nous ont-elles permis de mieux identifier les enjeux socio-économiques du PADREK, notamment les nombreuses appréhensions des exploitants agricoles, les craintes d'expropriation, les risques d'inondation des champs et habitations.

Toutes informations fort utiles à la définition du plan et de la méthode d'enquête, de même qu'à la configuration du questionnaire.

De sorte qu'à l'issue de la visite de prise de contact nous avons construit un questionnaire et un guide d'entretien avec les responsables des structures, techniques et administratives, d'encadrement du monde rural intervenants dans l'arrondissement de Wack Ngouna.

Bâti autour des centres d'intérêt que sont :

- * l'identification de l'Organisation Paysanne, OP ;
- * la caractérisation des Responsables ;
- * les caractéristiques socio-économiques dominantes ;
- * les contraintes et difficultés identifiées ;
- * les relations avec l'extérieur ;

... le questionnaire comporte dix sept (17) questions à la réponse desquelles devraient apparaître les degrés de sensibilisation, de motivation et de mobilisation des populations - cibles par rapport au Projet d'Aménagement de la Digue de Retenue des Eaux de la Vallée de Koutango, PADREK, ainsi que les appréhensions et attentes qu'il suscite.

Quant au **guide des entretiens** avec les structures d'encadrement, il a été confectionné autour :

- * de l'identification de la structure ;
- * des domaines d'intervention spécifiques ;
- * du bilan des interventions

... pour servir de canevas ou d'aide - mémoire pour la conduire d'un entretien libre mais centré (**focused interview**) sur l'impact escompté du PADREK sur le développement de la Vallée.

Jointes en Annexes au présent rapport final, le **Questionnaire Enquête Organisation Paysanne, QOP, et la Guide d'Entretien avec les Structures d'Encadrement et de Développement Rural, GESDED, a permis** de recueillir le maximum d'informations sur les populations, leurs activités, leurs espoirs et les contraintes techniques, financières, organisationnelles rencontrées,...

Le plan d'enquête arrêté comporte deux grandes étapes :

- 1° - Une phase d'enquête proprement dite
- 2° - Une phase de restitution - acceptation ou de modification des conclusions de l'enquête

L'Enquête proprement dite a consisté en un séjour ininterrompu de **huit (8) jours** dans la localité afin de partager les conditions de vie des populations. A cette fin, nous avons parcouru tout le territoire de l'enquête en vue de mieux caractériser les activités des organisations paysannes à la base.

Aussi, avons-nous adopté la **méthode d'enquête d'observation - participation** qui au lieu d'isoler certaines personnes pour étudier leur comportement préconise une insertion de l'enquêteur dans les activités des enquêtés. Ainsi l'observateur participe - t - il directement aux situations dans lesquelles surgissent les attitudes significatives.

Cette méthode présente l'avantage de permettre à l'enquêteur d'étudier la situation de l'intérieur et de saisir les traits et caractéristiques socio-économiques dominants du groupe qui ne peuvent être connus parfaitement que si l'on vit dans l'intimité des gens qui s'y trouvent impliqués.

L'administration des questionnaires nous a amené à organiser des rencontres groupées avec les chefs de villages et les principaux responsables des **quarante deux (42) Groupements d'Intérêt Economique ou Organisations Paysannes** dans quatre (4) localités - carrefours : Keur Mame Tapha, Keur Matar Fatou, Keur Yoro Khodia et Wack Ngouna.

C'est ainsi que nous avons réuni les 22 et 23 septembre 1995 à **Keur Mame Tapha** les responsables des **treize (13) G.I.E** de :

- * Keur Mame Tapha
- * Koutango
- * Saboya
- * Ngomène
- * Samboumba
- * Mandéra
- * Santhiou Touré
- * Keur Seydou Hanne
- * Féto
- * Keur Sarokhy
- * Keur Ngôr
- * Keur Galaye
- * Touba I

...en tronc commun d'information et de sensibilisation avant d'administrer de manière rotative le questionnaire QOP.

La même démarche fut adoptée au cours des réunions organisées à **Keur Matar Fatou** les 25 et 26 septembre 1995 et regroupant les responsables des **neuf (9) G.I.E.** des localités de :

- * Keur Matar Fatou
- * Keur Madi Yassine
- * Keur Assane Diassé
- * Ndiobène Thiwala
- * Ndiba
- * Keur Babou Mbombé
- * Keur Ndiaga Dialé
- ** Keur Aly Mbât
- ** Keur Amadi Nguénar

Les réunions organisées les 27 et 28 septembre à **Keur Yoro Khodia** ont permis de sensibiliser et d'enquêter les membres et responsables des **onze (11) G.I.E.** de :

- * Keur Yoro Khodia
- * Keur Makandj
- * Keur Sakoumba
- * Keur Ndiaga Peul
- * Gorja
- * Keur Malik Ramata
- * Keur Massamba Codou
- * Ndam Lô
- * Keur Demba Sira
- * Keur Mamadou Néné
- ** Keur Ndongu Guissé

Enfin, la réunion du 29 septembre 1995 à **Wack Ngouna** nous aura permis de sensibiliser et d'administrer le QOP aux responsables des neuf (9) **G.I.E.** de :

- * Wack Ngouna
- * Keur Sakoumba
- * Mbayène
- * Médina Thiamène
- * Wack Mbathio
- * Soucouta
- * Ngueyène Djim
- ** Keur Dinguéré
- ** Keur Amadi Diomé

Au total sur les 42 villages initialement ciblés, 37 ont été effectivement enquêtés à l'issue de la première phase d'enquête. A la deuxième phase de restitution organisée à Keur Mame Tapha et Keur Yoro Khodia, les responsables des cinq (5) G.I.E non enquêtés lors de la première phase (de Keur Dinguéré, Keur Amadi Ndiomé, Ndongo Guissé, Keur Aly Mbât et Keur Amadi Nguénar) nous ont fourni, comme prévu dans le rapport provisoire, les informations nécessaires à une bonne connaissance de la situation de référence qui les caractérise..

La phase de Restitution - Acceptation - Modification ou Rejet des conclusions de l'enquête a duré deux (2) jours (12 & 13 octobre 1995) au cours desquels des réunions élargies ont été organisées dans les deux villages - centres de Keur Mame Tapha et Keur Yoro Khodia.

Au total, les séances de restitution ont enregistré la présence des GIE enquêtés (37) et celle des GIE non enquêtés (5).

Cette restitution s'est opérée au travers d'un exposé des conclusions du document provisoire mettant particulièrement l'accent sur l'analyse de la situation de référence telle qu'elle a été décrite par les bénéficiaires eux - mêmes (caractéristiques physiques, niveau d'organisation et de structuration, activités économiques dominantes et les formes de spécialisation, l'état des infrastructures de base et des utilités, la situation de l'artisanat et des activités non - agricoles,....).

Il est apparu, au cours de la restitution, un fait digne d'intérêt. En effet, à la séance de Keur Mame Tapha, un représentant d'un Collectif de huit (8) GIE opérant dans la Vallée a fait état de leurs inquiétudes et partant de leur non adhésion au PADREK.

Largement justifiées par ailleurs, ces appréhensions et inquiétudes ont fait l'objet de **recommandations particulières sur lesquelles la mission de restitution n'a pas manqué de fournir des explications assez convaincantes.**

Le choix de l'approche **méthodologique** adoptée se justifie par au moins **deux raisons capitales :**

- le mode de **gestion communautaire** exigé par l'exploitation de l'ouvrage à ériger ;
- l'objectif d'**autopromotion** visé par le PAGERNA dans son appui à la gestion des ressources naturelles locales.

I - CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DOMINANTES **DE LA VALLEE**

Située dans le sud-ouest du département de Nioro, la Vallée de Koutango fait partie de l'arrondissement de Wack Ngouna qui est limité à l'Est par l'arrondissement de Paoskoto, à l'Ouest par la Communauté rurale de Ndiamé-Escale, au Nord par la Communauté rurale de Keur Madiabel et au Sud par celle de Keur Maba Diakhou.

1-1 - Le Milieu naturel

D'une superficie de 28034 ha dont 25.122 cultivables, la communauté rurale de Wack Ngouna comporte 2.350 ha de forêt. De type soudano-sahélien, le climat y est caractérisé par l'harmattan (vents chauds et secs) qui souffle en saison sèche (8 mois = octobre - mai) et une saison pluvieuse (4 mois = juin - septembre) avec des précipitations annuelles cumulées pouvant atteindre 800 mm.

1-1-1 - Ressources Hydrauliques : sont composées essentiellement :

* **des eaux de surface** : essentiellement situées au Sud de la Communauté Rurale de Wack Ngouna avec le passage d'un affluent du fleuve Gambie par les villages de Koutango, Saboya et Keur Amady Ngénar. Ces eaux sont exposées à l'avancée de la langue salée qui réduit les capacités d'exploitation des terres inondées ;

* **des eaux souterraines** : superficielles et profondes dont les nappes peuvent varier entre 20 et 150 mètres de profondeur avec des débits par forage pouvant atteindre 30 à 120 m³ / heure en moyenne et 5 m³ par puits.

1-1-2 - Ressources Pédologiques sont, selon la classification faite par le Centre Dakar - Hann de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre - Mer, ORSTOM, constituées de sols de type :

* **Oe 1** : de types ferrugineux tropicaux lessivés plus ou moins remaniés sur matériau drainé; ils peuvent être localement tronqués ou indurés. Ces sols, occupant une bonne partie de la zone de Wack Ngouna, Keur Madiabel, Ndiamé Escale, sont très sableux de couleur généralement rouge. Leurs teneurs en matières organiques et leur fertilité chimique sont faibles. Ils concernent cependant la culture de l'arachide ou du mil mais leur sensibilité à l'érosion doit être prise en compte ;

* **Oe 2** : de types ferrugineux tropicaux lessivés, ces sols sont parfois hydromorphes. Leur texture est finement sableuse. Ils sont de couleur plus claire et présentent des traces d'hydromorphe ; ils sont adaptés à la culture céréalière. Cette unité occupe une partie de Wack Ngouna et Ndiamé Escale.

1-1-3 - Les ressources agricoles et végétales : la Communauté rurale de Wack Ngouna est située dans la **zone agricole L** du sud de la région de Kaolack qui est caractérisée par une **polyculture** destinée par son potentiel assez riche à des spéculations variées. Les espèces les plus cultivées sont par ordre d'importance :

- l'arachide d'huilerie ;
- le mil souna ;
- le maïs ;
- le sorgho ;
- et enfin le riz fluvial essentiellement cultivé dans les villages de Koutango, Saboya et Keur Amady Ngoné.

Les ressources végétales sont dominées par des savanes arbustives et boisées. A la limite du Sahel, la Communauté Rurale peut compter jusqu'à 500 pieds d'arbres essentiellement de « dimb = corps cjordilla Pinata » à l'hectare.

Cependant, l'intensité des cultures de rente, la pression démographique et les graves agressions subies par les formations végétales constituent des facteurs aggravants de l'appauvrissement et de l'érosion des sols.

1-2 - Aspects Démographiques et Ressources Humaines :

Avec ses 813.112 d'habitants (RGPH-88) la région de Kaolack se présente comme la 3ème zone de forte concentration humaine après celles de Dakar et Thiès.

La répartition de cette population se caractérise également par des disparités assez significatives. Supérieure à la moyenne nationale (37 hbts/km²), la moyenne régionale de 52 hbts/km est inégalement répartie selon les départements.

Le département de Kaolack constituant une zone de très forte concentration humaine avec une densité atteignant 155 hbts/km² quand le département de Kaffrine paraît sous-peuplé avec ses 28 hbts/km².

Avec une population de près de 58.367 habitants, l'arrondissement de Wack Ngouna compte 81,97 hbts/km² et est la zone rurale à plus forte concentration humaine de tout le département de Nioro (**Source** : Service Régional de la Prévision et de la Statistique citée dans le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire de Kaolack de la Direction de l'Aménagement et du Territoire, P.10).

La force de la pression démographique est justifiée, en autres, par les potentialités locales et la vocation agricole de la région favorables aux établissements humains.

1-2-1 - Structures de la population et composition ethnique : sur les 58.367 habitants que compte l'arrondissement de Wack Ngouna on dénombre 29.307 hommes et 29.060 femmes.

La répartition de la population par grands groupes d'âge révèle son extrême jeunesse. Les moins de 20 ans représentant près de 60 % de la population globale.

Selon le RGPH - 88, la population y est constituée en majorité, de Wolof (70,7 %), de Halpoularen (19,3 %), de Serer (11,8 %), de Bambara (2,4 %), de Mandingue (0,5 %) et autres groupes ethniques (3,5 %).

1-2-2 - Phénomènes migratoires et Spécialisations traditionnelles : la localité a connu des courants migratoires continus et progressifs qui lui donnent un caractère de « Sénégal en miniature » du point de vue de la diversification ethnique et géographique des populations migrantes qui y séjournent de manière temporaire ou permanente. Le boom arachidier y avait attiré des immigrants venus de presque toutes les régions du Sénégal, et des régions de Louga et Diourbel en particulier.

Les migrations de départ affectent généralement les jeunes qui prennent les chemins entre 15 et 19 ans et ce jusqu'à 40-45 ans.

Ces phénomènes migratoires se sont exacerbés avec les cycles de sécheresse, la chute des prix au producteur agricole, et de manière générale la dégradation des conditions de vie en milieu rural.

Au niveau communal, ils se traduisent par un déficit important en hommes. Ceux - ci partant précocement de leur milieu d'origine entre 10 et 15 ans.

Les mouvements de population constatés obéissent le plus souvent à des considérations d'opportunité de travail et d'activité extra-saisonnière. De même que les disparités signalées dans la répartition inégale de la population régionale, les phénomènes sont liés à plusieurs facteurs : l'intensivité des cultures et le caractère limité des surfaces cultivables, la présence ou l'absence de ressources en eau, les formes d'économie, la tenure foncière, les vestiges des traditions locales.

1-3 - Analyse de l'état des infrastructures de base et utilités : elle constitue la base d'élaboration des mesures devant accompagner la réalisation efficiente du PADREK. En effet, l'état des utilités et des infrastructures de base est déterminant dans l'analyse de la situation de référence.

1-3-1 - Scolaires et Educatives :

Au plan régional on peut constater un déséquilibre notoire entre les niveaux d'instruction dans les milieux rural et urbain.

En dépit de la pression démographique signalée dans la communauté rurale de Wack Ngouna, ainsi l'extrême jeunesse de sa population, force est de constater l'insuffisance des infrastructures scolaires et la faible présence de personnel d'encadrement pédagogique

Au titre de l'enseignement préscolaire, il convient de souligner l'inexistence d'établissement. Sur un total de huit (8) établissements que compte la région, le département ne dispose que d'un (1) établissement de trois (3) sections de 53 élèves à Nioro.

Au titre de l'enseignement élémentaire le déséquilibre rural/urbain est assez frappant. Sur les 216 écoles publiques que compte la région de Kaolack on ne dénombre que 54 dans tout le département de Nioro. Il convient d'y ajouter une (1) école privée à Nioro.

Au titre de l'enseignement moyen et secondaire : sur les sept (7) établissements que compte la région, le département de Nioro dispose qu'un (1).

De l'ordre de 39,3 %, le taux de scolarisation de la région de Kaolack reste encore faible. Au niveau de la communauté rurale de Wack Ngouna, le déficit en infrastructures et équipements scolaires n'a pas manqué de déteindre négativement sur la qualité de l'enseignement, l'importance du taux de déperdition scolaire et à la faiblesse observée du niveau d'instruction des populations rurales.

Le RGPH - 88 montrait le déséquilibre criard entre ville et campagne en ce qui concerne les niveaux d'instruction des populations, mais aussi faisait - il remarquer la forte proportion affectant les femmes. Sur une population régionale n'ayant **aucun niveau d'instruction** estimée à 469 292 d'individus, les femmes qui ne savent ni lire ni écrire représentent 56,34 %. Ceci quand les hommes qui parlent et lisent différentes langues (français, arabe, etc...) sont plus nombreux (61,12 %) que les femmes.

1-3-2 - Sanitaires : seule formation hospitalière de la région, l'hôpital de Kaolack accueille, outre les malades de la région, des patients en provenance de la Gambie, de la Guinée, de la Guinée - Bissau,... Malgré sa rénovation et son rééquipement récents, et sa vocation sous régionale, l'hôpital de Kaolack présente toujours des insuffisances en capacité d'accueil.

Toutefois, il convient de souligner que globalement la région de Kaolack est assez bien équipée en infrastructures sanitaires comportant :

- quatre (4) centres de santé situés à Kaolack, Kaffrine, **Nioro** et Kounghoul ;
- onze (11) pharmacies dont huit à Kaolack ;
- un (1) service des grandes endémies ;
- cinq (5) services d'hygiène ;
- cinq (5) laboratoires ;
- un (1) centre de formation ;
- une (1) inspection régionale de la santé ;
- six (6) P.M.I. ;
- quatorze (14) centres de planning ;
- cinquante - six (56) maternités ;
- cinquante - deux (52) dépôts de médicaments dont un (1) à Wack Ngouna ;
- trois cent cinquante - sept (357) cases de santé ;
- trois (3) cliniques ;
- et trois (3) cabinets médicaux privés.

Néanmoins, les infrastructures rurales de santé restent insuffisantes ou précaires. Entre autres problèmes de couverture sanitaire, il se pose celui du manque de matériel et de personnel soignant compétent et la vétusté des infrastructures qui existent en nombre insuffisant dans l'arrondissement de Wack Ngouna, et ceci en dépit des cases implantées par certaines ONG. D'une manière générale, les infrastructures de santé en milieu rural sont confrontées à des problèmes d'espace de couverture trop grand et d'équipements fonctionnels, adaptés et suffisants.

1-3-3 - Routières et Communicationnelles

La région de Kaolack, véritable plaque tournante est un lieu de transit au plan national et international. Toutes les grandes agglomérations sont reliées par voies terrestres à la capitale régionale. Dans sa partie bitumée, le réseau est relativement correct. Cependant, l'état de certains tronçons de routes bitumées laisse à désirer. Les routes en terre présentent des structures et des caractéristiques rudimentaires. La Communauté Rurale de Wack-Ngouna reste très enclavée par rapport au réseau routier, à Nioro du Rip et aux trois autres Communautés Rurales que compte l'arrondissement. Les pistes y sont quasi impraticables en saison des pluies.

1-3-4 - De Conservation ou de Transformation des Ressources agricoles

L'importante production agricole de la Communauté Rurale, constituée de la culture de plusieurs espèces : l'arachide d'huilerie, le mil souna, le maïs, le sorgho et le riz fluvial cultivé dans la vallée de Koutango, souffre de nombreux problèmes de commercialisation, de conservation ou de transformation.

1-3-4-1 - Banques céréalières et Silos de stockage

Il se pose avec acuité la nécessité de la création de points de collecte et de silos de stockage des produits agricoles de la Communauté Rurale destinés à la vente locale ou extérieure. De même des difficultés de conservation des semences militent en faveur de la création de magasins villageois de stockage. Enfin, le désenclavement de certaines zones de production est nécessaire à la valorisation de la production locale.

1-3-4-2 - Moulins à Mil

Les besoins de la consommation locale de même que les stratégies visant à une plus grande implication de la femme dans le développement justifient très largement la nécessité de transformation de la production locale, notamment par l'acquisition et l'exploitation de moulins à mil, de moulins pâtes d'arachide.

Sur un effectif global de vingt six (26) moulins installés dans zone, il est constaté que seuls dix huit (18) sont en état de bon fonctionnement.

1-3-4-3 - Presses à huile d'arachide

Les objectifs de valorisation de la production agricole locale, ainsi que l'autosuffisance alimentaire, sont favorables à l'acquisition de biens d'équipements élémentaires de transformation des produits. Notamment l'acquisition de concasseurs, machines de trituration et de presses à huile d'arachide pour couvrir les besoins de la consommation locale.

Les tableaux récapitulatifs présentés au point 2-3 infra, illustrent de manière exhaustive l'état de l'infrastructure de base et des utilités dans la Communauté Rurale de Wack-Ngouna selon le mode de regroupement adopté comme méthode d'enquête.

II - ORGANISATION DES POPULATIONS ET DIFFICULTES DE VALORISATION

Sur une cinquantaine d'organisations de producteurs répertoriées dans la Communauté Rurale on compte quarante deux (42) Groupements d'Intérêt Economique réunis dans la grande Fédération des G.I.E. de Wack-Ngouna. En dehors des groupements organisés, on note l'existence d'autres associations de type Gestionnaire comme les six (6) groupements Promotion Féminine (Wack-Ngouna, Ndiago I, Pané Sader, Saboya, Féto et Keur Modou Coumba) et des associations traditionnelles type « Mbotaye ».

2-1 - Niveau d'Organisation et de Structuration des Producteurs

La réforme du mouvement coopératif opérée par la loi 8307 du 28/01/1983 vise à introduire au niveau des producteurs un système démocratique fondé sur l'homogénéité du métier ou de l'activité. Cette réforme a structuré la Communauté Rurale de Wack-Ngouna en une coopérative mère regroupant dix neuf (19) sections villageoises. Au regard des taux de remboursement des dettes de campagne, on peut considérer que les sections villageoises fonctionnent relativement bien.

Cependant, beaucoup reste à faire tant du point de vue de l'organisation que de la structuration du mouvement associatif qui a besoin d'un encadrement technique et administratif plus performant.

2-2 - Les Activités Economiques Dominantes

Près de 75 % de la population de Wack-Ngouna s'adonnent à l'agriculture comme activité économique principale.

L'élevage occupe 20 % de la population tandis que 4 % des habitants sont commerçants ou artisans contre 1 % de pêcheurs.

Les principales spéculations agricoles sont l'arachide, le mil, le maïs et le riz fluvial. Les productions arachidières en saison de bonne pluviométrie peuvent atteindre près de 15.000 tonnes quand le mil atteint 17.000 tonnes en bonne saison. Quant au maïs, il peut atteindre 16.000 tonnes en saison de bonne pluviométrie.

Destiné à l'autoconsommation et à la constitution de réserves de semences, le riz fluvial est exploité dans les vallées de Koutango et de Saboya.

L'élevage, essentiellement extensif, occupe une place importante dans les activités économiques de la zone. L'évolution des effectifs du cheptel montre une régression notoire du bétail. Il convient de lier cette tendance à la baisse à l'intensité de l'activité agricole, le manque de pâturage, le vol organisé et la vente abusive des bovins au niveau des Loumas.

Cependant, avec la tentative d'introduction de la traction bovine et le concours clinique et prophylactique du service de l'élevage, d'intéressantes perspectives de développement de l'activité pastorale se dessinent ; sans compter que l'extension des cultures peut également jouer un rôle moteur dans l'introduction d'un système agro-pastoral où l'embouche pourra se faire à grande échelle.

Aussi, est-il souhaitable que l'animation et la formation de base pour une meilleure pénétration des techniques modernes de production et une meilleure organisation des milieux pastoraux soient vulgarisées et intensifiées.

Très peu développé, le secteur de l'artisanat rural rencontre plusieurs difficultés d'organisation. Très souvent de production ou de service, l'artisanat essentiellement composé de forgerons, maçons, tailleurs, menuisiers, cordonniers et potiers, est confronté à des difficultés liées :

- aux difficultés d'approvisionnement en matières premières ;

- à la faiblesse de l'investissement technologique ;
- à la forte concurrence des marchés hebdomadaires ;
- aux problèmes de spécialisation professionnelle liés aux castes.

Le domaine d'activité prépondérant, en matière artisanale, reste la machinerie agricole et la bijouterie.

Bien que marginale, la pêche (vallée de Saboya et de Koutango) est promise à bel avenir notamment, avec l'aménagement et la revitalisation des vallées fossiles.

2-2-1 - La variable spatiale : localisation et spécialisation

La proximité des points d'eau et des vallées constitue un atout majeur dans l'exercice d'activité polyculturelle. En effet, les disparités constatées au plan régional dans la répartition de la population et l'importance de la pression démographique dans la Communauté Rurale, s'expliquent entre autres facteurs par :

- la présence ou l'absence de ressources en eau ;
- les modes d'exploitation de l'espace ;
- la tenure foncière ;
- et autres déterminants historiques.

2-2-1-1 - Maraîchage et arboriculture fruitière

Pratiqué essentiellement dans les vallées et les zones de cuvettes, le maraîchage reste encore une activité agricole marginale. Cependant, le PADREK suscite beaucoup d'intérêt pour les exploitants qui y voient de bonnes opportunités d'intensification et de diversification de leurs activités. Aussi, en appoint aux cultures vivrières, le maraîchage peut contribuer à l'augmentation des revenus et à l'amélioration de l'autosuffisance alimentaire. Il peut avoir également un effet d'entraînement sur le développement de l'artisanat local. Cependant, le secteur a besoin d'une bonne organisation de l'écoulement et de la commercialisation de sa production caractérisée par deux (2) tendances opposées sur le marché local : des pénuries ou des saturations.

2-2-1-2 - Pêche et pisciculture

Essentiellement continentale, la pêche se pratique au niveau du Bao-Bolon et des affluents de la Gambie à Koutango et Saboya. L'organisation et le développement de cette activité nécessite l'initiation et la pratique de la pisciculture, la valorisation du prix du poisson, la modernisation des moyens de production, de conservation, de transformation et de commercialisation.

2-2-2 - L'importance des Petits Métiers de l'Artisanat rural

Très limité dans la Communauté Rurale de Koutango et exclusivement réservé aux personnes dites castées, l'artisanat rural souffre d'un sous équipement et d'un manque d'organisation notoire.

Toutefois, des tâcherons et des dépanneurs occasionnels réussissent tant bien que mal à agir dans ce secteur qui demande une formation technique et un soutien matériel propres à lui donner tout le dynamisme qu'appellent les projets de développement de la localité.

Quoique inexistant dans certaines localités, l'artisanat dont le redéploiement qualitatif constitue un des facteurs de réussite du projet, est bien présent dans la Communauté rurale de Wack-Ngouna. Il y embrasse les métiers suivants :

- teinturier ;
- maçons ;

- mécanicien ;
- tailleur ;
- tôlier ;
- cordonnier ;
- forgeron ;
- menuisier ;
- tisserand, etc.

Les problèmes actuels de valorisation découlent de la précarité de l'équipement, l'inexistence d'électricité surtout pour l'artisanat de réparation qui, éprouve de nombreuses difficultés à s'installer.

L'aménagement de la vallée et la réalisation des mesures d'accompagnement devraient susciter, certes l'émergence des métiers artisanaux dans les localités où il n'existerait pas mais également permettre l'augmentation de la productivité dans les unités existantes notamment par la mise à disposition des utilités et infrastructures de base que sont l'eau, l'électricité, les voies et moyens de communication, ...

2-3 - Etat des infrastructures de développement et difficultés de valorisation

S'il est certes reconnu que l'aménagement de la vallée augmentera considérablement la disponibilité en terres arables tout en suscitant par ailleurs l'émergence de nouveaux métiers dans la région, permettant ainsi un redéploiement qualitatif de l'artisanat rural, il va sans dire que l'utilisation optimale de l'ouvrage sera certainement tributaire de la capacité du Projet à répondre aux exigences en amont et en aval liées à une bonne implication des bénéficiaires potentiels.

En effet, la précarité de l'infrastructure de base, si elle existe à savoir les cases de santé ou dispensaires, les écoles, les routes et pistes de production, les boutiques, l'électricité et le téléphone, les forages, les moulins à mil et à arachide, ne milite en faveur d'une poursuite maîtrisée et durable des objectifs du projet.

A cela il convient d'ajouter le manque notoire d'encadrement, dès fois, ou sa faiblesse au sein du mouvement associatif local de même que les difficultés d'accès au crédit.

Les tableaux ci-après illustrent de manière exhaustive l'état des infrastructures de base et des utilités recensées au cours des réunions d'enquête effectuées dans les quatre (4) villages centres que sont Keur Mame Tapha, Keur Matar Fatou, Keur Yoro Khodia et Wack-Ngouna.

Tableau I : Groupe de Keur Mame Tapha

Villages	Eau	Electricité	Moulin M	Moulin A	Ecoles	C. Santé Disp.	Routes	Boutiques
Koutango	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Ecole	Inexistant	Précaire	Mal approuvé.
Ngomène	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Ecole arabe	Mal équipée	Précaire	Mal approuvé.
Mandéra	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Ecole arabe	Inexistant	Précaire	Mal approuvé.
Saboya	Insuffisant	inexistant	En panne	En panne	Ecole	Acceptable	Précaire	Mal approuvé.
Sambouba	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Ecole	Inexistant	Précaire	Mal approuvé.
Santhiou Touré	Insuffisant	I Inexistant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Précaire	Mal approuvé.
Keur Seydou Hanne	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Ecole arabe	Inexistant	Précaire	Mal approuvé.
Féto	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Ecole	Acceptable	Précaire	Mal approuvé.
Touba I	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Précaire	Mal approuvé.
Keur Sarokhy	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Ecole arabe	Inexistant	Précaire	Mal approuvé.
Keur Galaye	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Précaire	Mal approuvé.
Keur Tapha	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Ecole Franco-arabe	Inexistant	Précaire	Mal approuvé.
Keur Ngôr	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Ecole	Inexistant	Précaire	Mal approuvé.

Tableau II : Keur Matar Fatou

Villages	Eau	Electricité	Moulin M	Moulin A	Ecoles	C. Santé Disp.	Routes	Boutiques
Keur Assane Diasse	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Arabe	Inexistant	Précaire	Mal approuvé.
Keur Matar Fatou	Insuffisant	Inexistant	Acceptable	Inexistant	Arabe	Précaire	Précaire	Mal approuvé.
Ndiba	Insuffisant	Inexistant	Défectueux	Inexistant	Arabe	Acceptable	Précaire	Mal approuvé.
Keur Babou Bombé	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Arabe	Inexistant	Précaire	Mal approuvé.
Thiéwallo	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Arabe	Précaire	Précaire	Mal approuvé.
Keur Ndiago Dialé	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Arabe	Inexistant	Précaire	Mal approuvé.
Keur Mady Yassine	Insuffisant	Inexistant	Acceptable	Acceptable	Primaire	Acceptable	Précaire	Mal approuvé.

Tableau III : Keur Yoro Khodia

Villages	Eau	Electricité	Moulin M	Moulin A	Ecoles	C. Santé Disp.	Routes	Boutiques
Yoro Khodia	Insuffisant	Inexistant	En panne	En panne	Primaire	Précaire	Précaire	Mal approuv.
Keur Mame Kandji	Insuffisant	Inexistant	Défectueux	Inexistant	Ecole arabe	Mal équipée	Précaire	Mal approuv.
Goria	Insuffisant	Inexistant	Défectueux	En panne	Primaire	Acceptable	Précaire	Mal approuv.
Keur Malick Ramata	Insuffisant	inexistant	Acceptable	Inexistant	Arabe	Acceptable	Précaire	Mal approuv.
Ndam LO	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Ecole arabe	Inexistant	Précaire	Mal approuv.
Keur Demba Sira	Insuffisant	Inexistant	En panne	Inexistant	Arabe	Mal équipé	Précaire	Mal approuv.
Keur Diaga Peul	Insuffisant	Inexistant	En panne	En panne	Ecole arabe	Inexistant	Précaire	Mal approuv.
Keur Mamadou Néné	Insuffisant	Inexistant	En panne	En panne	Ecole arabe	Précaire	Précaire	Mal approuv.
Keur Massamba Codou	Insuffisant	Inexistant	Défectueux	En panne	Arabe	Précaire	Précaire	Mal approuv.

Tableau IV : Wack-Ngouna

Villages	Eau et forage	Electricité	Moulin M	Moulin A	Ecoles	C. Santé Disp.	Routes	Boutiques
Wack-Ngouna	Insuffisant	Inexistant	Insuffisant	Défectueux	Ecole arabe et alphabétisation	Précaire	Précaire	Mal approuv.
Wack-Bathio	Insuffisant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Précaire	Mal approuv.
Médina Thiamène	Insuffisant	Inexistant	Acceptable	Acceptable	Franco arabe	Assez bonne	Précaire	Mal approuv.
Soukouta	Suffisant	inexistant	Bon état	Bon état	Bonne couverture scolaire	Assez bonne	Précaire	Mal approuv.
Nguéyène Djim	Acceptable	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Précaire	Mal approuv.
Mbayène	Insuffisant	Inexistant	Acceptable	Acceptable privé	Ecole arabe	Inexistant	Précaire	Mal approuv.
Keur Mamour Coumba	Insuffisant	Inexistant	Acceptable + batteuse	Inexistant	Ecole arabe	Précaire	Précaire	Mal approuv.

III - MESURES PRECONISEES

Les mesures envisagées recoupent en général les besoins exprimés par les principaux représentants des GIE impliqués lors des rencontres organisées dans le cadre de la mission.

Elles visent :

- au renforcement de l'infrastructure de base ;
- à une meilleure organisation des structures du mouvement associatif local (GIE, groupement ou associations gestionnaires) par l'introduction de fonctions nouvelles, au niveau fédéral, en matière de formation et d'inter-coopération. Entre autres fonctions, les structures de GIE, des groupements ou d'associations gestionnaires peuvent jouer un rôle prépondérant en matière d'organisation d'un crédit mutuel ou d'information sur tous les aspects du développement local ;
- à un renforcement du potentiel de l'encadrement par son initiation à la conception, à l'élaboration, à l'exécution et le suivi des projets de développement ;
- à l'introduction des bases d'un système local d'enseignement technique et de formation professionnelle en vue d'une maîtrise des futures formes de spécialisations qui accompagneront nécessairement l'aménagement de la vallée en particulier dans l'artisanat rural ;
- à la mise en place des bases d'une véritable mutuellisation du crédit entre les acteurs économiques locaux par l'institution de cadres de créativité solidaires et constructives ;
- à la mise en place de mécanismes de gestion des conflits liés aux enjeux fonciers de l'**Après-Digue** ;
- à la mise en place de structures de prévention des risques sanitaires liés à la stagnation prolongée des eaux retenues ;
- à la création de commissions de contrôle des actes de location ou de vente des terres ;
- à l'augmentation des points d'eau, au fonçage et au curage des puits taris, à une plus grande responsabilisation des femmes dans la gestion des moulins ;
- à la formation technique et professionnelle des membres de comité de gestion des équipements collectifs (forages, cases de santé, moulins etc).

IV - RECOMMANDATIONS

Il ressort de l'analyse de la situation de référence, des enjeux liés à l'aménagement de la vallée et des potentialités avérées ou escomptées de celle-ci, l'impérieuse nécessité d'articuler les actions futures dans les domaines ci-dessous exposés autour des trois (3) types de recommandations :

- des recommandations générales ;
- des recommandations spécifiques ;
- et des recommandations particulières.

4-1 - Recommandations générales

Ces recommandations vont dans le sens d'une meilleure préparation des populations bénéficiaires du projet et d'une bonne implication des structures d'encadrement et autres ONG dans la mise en oeuvre des mesures d'accompagnement.

Elle concernent :

1° - La systématisation de l'inter-coopération locale entre les différentes structures du mouvement associatif.

2° - L'organisation de séminaires de formation pour renforcer le potentiel de l'encadrement :

- * conception, élaboration, exécution et suivi des projets ;
- * gestion coopérative ;
- * expériences locales d'autopromotion.

3° - Une meilleure information des populations sur les dispositions de la loi sur le domaine national et sur les procédures d'obtention de l'usufruit au niveau de la Communauté Rurale.

4-2 - Recommandations spécifiques

Elles concernent les domaines dans lesquels une recherche approfondie doit être menée en vue d'une meilleure connaissance de la situation de référence et des possibilités offertes dans la localité. Ces recommandations visent à :

4° - une meilleure prise de conscience des possibilités de redéploiement du mouvement associatif local au plan économique.

5° - une bonne connaissance de la situation de l'artisanat dans la Communauté Rurale de Wack-Ngouna.

6° - l'institution d'un esprit de subsidiarité en vue de la création dans la Communauté Rurale de Wack-Ngouna d'un véritable crédit mutuel type Banque RAIFFEISEN (Self-help, Mutual help et Self-Reliance).

7° - une bonne couverture médicale et la prévention des risques de maladies endémiques liés à l'aménagement de la vallée tant pour les hommes que pour les animaux (volailles, bovins, ovins, caprins, chevaux).

4-3 - Recommandations particulières

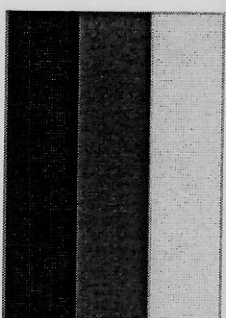
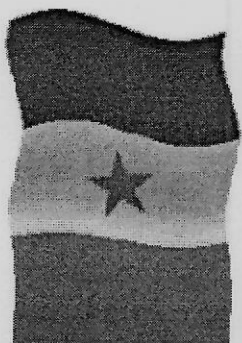
Il s'agit là de propositions pour lesquelles nous attachons le plus **grand intérêt** du fait de leur importance primordiale dans la gestion de l'environnement humain, social et politique du PADREK. La particularité de ces recommandations réside dans le fait qu'elles touchent des aspects **sensibles** liés à une gestion harmonieuse et communautaire de l'ouvrage et de ses retombées.

8° - De l'ensemble des rencontres effectuées avec les dignitaires coutumiers, les chefs de village et les représentants des différents GIE de la zone, il ressort avec acuité que le PADREK risque de **réveiller** des conflits fonciers. Les enjeux fonciers sont présents dans toutes les déclarations faites par les responsables et autorités rencontrés. Parfois manifestes, parfois latents, ils ne se situent pas moins **au coeur de la problématique de l'aménagement de la vallée**. Pour notre part, nous pensons qu'ils découlent d'une méconnaissance parfaite (ou voulue) des dispositions des lois 6446 du 17/06/64 relative au domaine national et 7225 du 19/04/72 relative aux communautés rurales et du décret 72-1288 du 27/10/1972 portant organisation des conditions d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national comprises dans les Communautés Rurales. Tant les procédures d'obtention de l'usufruit au niveau de la Communauté Rurale, y compris la survivance dans les mentalités des formes traditionnelles de gestion foncière, constituent des problèmes à ne point occulter. Par ailleurs, les inquiétudes justifiées de certains exploitants intervenant dans les bas fonds, les cuvettes et les pourtours immédiats de la vallée sont à prendre en considération. Certains craignant la submersion ou l'inondation de leurs terres de culture, d'autres redoutant non sans raison la remontée de la langue salée, il nous semble important que des mesures particulières soient prises, avant, pendant et après l'aménagement de la digue. Elles doivent porter essentiellement sur :

- l'information et la formation des conseillers ruraux, notamment en ce qui concerne leur attribution en matière de gestion et de prévention des conflits fonciers. Pour ce faire, il nous paraît opportun de mettre l'accent sur la formation des conseillers ruraux et leur initiation aux dispositions stipulées dans le dispositif légal et réglementaire régissant le domaine national, et ce dans la perspective de la régionalisation. D'autre part, une action similaire de sensibilisation et d'information doit être menée en direction des villageois eux-mêmes, notamment en ce qui concerne les juridictions locales, les procédures de saisine et les voies de recours en vue du règlement des conflits fonciers ;

- l'approche **compréhensive** des problèmes fonciers susceptibles d'être posés par le PADREK tel que nous l'avons signalé supra. Il convient de préciser que le PADREK ne sera pas à l'origine des problèmes fonciers mais va sans aucun doute les « réveiller ». L'approche compréhensive préconisée consiste pour le PAGERNA à éviter tout parti pris affiché entre les deux modes de tenure foncière que sont le mode traditionnel et le mode domanial prévu par la réforme.

Les réalités socio-culturelles et politiques, les intérêts économiques et les aspirations du monde paysan n'étant pas homogènes, il apparaît plus judicieux de s'appuyer sur le consensus foncier trouvé par les populations elles-mêmes plutôt que de favoriser tel ou tel aspect du contentieux foncier. En d'autres termes, le PAGERNA se doit avant d'entreprendre la réalisation effective de l'ouvrage de demander aux populations riveraines de trouver un mode consensuel de gestion des terres, socle le plus solide d'édification d'un ouvrage utile et durable.



Merci pour votre Attention